

STATEMENT DISCOURS

MINISTER
FOR
INTERNATIONAL
TRADE.

MINISTRE
DU
COMMERCE
EXTÉRIEUR.



85/30

NOTES POUR UNE ALLOCUTION
DE L'HONORABLE JAMES KELLEHER,
MINISTRE DU COMMERCE
EXTÉRIEUR, À LA CONFERENCE
CANADIENNE SUR LES MAISONS
DE COMMERCE

TORONTO

LE 24 MAI 1985

Je vous remercie, Monsieur le Président. Je vous souhaite la bienvenue à cette conférence sur les maisons de commerce en ce lendemain de la Journée du Budget.

Je suis vraiment venu ici pour vous parler du commerce et des maisons de commerce, mais permettez-moi de vous entretenir d'abord un peu du budget d'hier. Si je ne le fais pas, je pourrais être le seul au Canada à n'en pas parler aujourd'hui.

Notre gouvernement a été élu pour amener un changement -- surtout pour créer à nouveau des emplois dans l'économie canadienne. Le 8 novembre, nous avons présenté une stratégie par laquelle cet objectif pourrait être atteint et à laquelle les Canadiens pourraient contribuer activement.

Le budget vient appuyer cette stratégie. C'est un budget qui encouragera la croissance dont nous avons besoin pour créer des emplois et pour réaliser des progrès sociaux et culturels. Il se fonde par dessus tout sur un besoin d'équité.

Les mesures présentées dans le budget se concentrent sur trois domaines essentiels au renouveau économique.

Premièrement, nous devons encourager l'initiative privée. Le gouvernement décide depuis trop longtemps de ce qui est le mieux pour les Canadiens. Nous voulons que ce soient les Canadiens, et non le gouvernement, qui choisissent ce qui leur semble le mieux pour le Canada.

Deuxièmement, nous devons gérer plus efficacement la structure gouvernementale. Une saine économie nécessite un secteur public efficient, efficace et juste.

Enfin, nous devons contrôler la dette nationale. L'emploi n'atteindra pas un niveau satisfaisant tant que le déficit n'aura pas été réduit à un niveau satisfaisant.

Depuis l'élection et l'Exposé économique de novembre, nous avons consulté avant d'agir, et nous avons agi de façon équitable. Ce budget, le premier véritable budget de notre mandat, vient appuyer notre stratégie de renouveau -- et par des actions concrètes.

Les problèmes économiques de ce pays ne sont pas faciles à régler. Mais nous devons pourtant les régler. Le budget traite de façon réaliste de la nécessité de développer l'économie, de réduire le déficit et de créer des emplois. Et nous avons souligné que le gouvernement - quel

qu'il soit - ne peut les régler seul. Nous avons besoin de l'aide, de la coopération et de la détermination de tous les Canadiens.

Le budget prévoit des politiques fermes, concertées et axées sur des mesures efficaces que prendront le gouvernement et les Canadiens. Il souligne par dessus tout que ce sont les Canadiens à titre individuel qui détiennent la clé de notre future prospérité économique.

Les propositions budgétaires encouragent l'initiative individuelle et la croissance du secteur privé. C'est la meilleure façon d'impliquer les Canadiens dans l'avenir de leur pays. Et ces propositions répondent à l'urgente nécessité de réduire la dette nationale d'une façon juste et équilibrée.

Le budget renferme un certain nombre de mesures spécifiquement conçues pour stimuler les petites et moyennes entreprises. Cela devrait vous intéresser tout particulièrement en tant que représentants de maisons de commerce, non seulement parce que vous êtes pour la plupart des petites ou moyennes entreprises - mais aussi parce que la plupart de vos clients en sont.

Les particuliers se voient accorder une exemption à vie d'un demi-million de dollars au titre de leurs gains en capital. Cette exemption vient bien davantage inciter et stimuler les Canadiens à investir dans de nouvelles entreprises indépendantes et dynamiques. Cette mesure montre aux chefs d'entreprise qu'ils pourront être récompensés lorsqu'ils engageront leurs idées, leur temps, leurs efforts et leurs ressources financières.

Une autre mesure encourage les régimes enregistrés d'épargne-retraite à prendre des participations dans des entreprises privées. D'autres mesures encore touchent l'élargissement du programme d'achat d'actions de petites entreprises, le crédit d'impôt pour les dépenses de recherche et de développement et l'exemption, pour la petite entreprise, de la surtaxe temporaire de 5 % imposée aux sociétés.

Le budget souligne que le renouveau économique dépend largement du dynamisme qui nous semble exister chez les Canadiens et au sein de nos entreprises. En ce qui me concerne, ce dynamisme ne peut être mieux mis à profit qu'en valorisant les maisons de commerce.

Je crois que nous reconnaissons tous ici l'importance des exportations pour l'économie canadienne. Nos exportations représentent trois dollars de chaque dix dollars que nous gagnons. Comme les maisons de commerce sont responsables de plus de 13 % de nos exportations, un petit calcul rapide nous amène à une constatation assez étonnante. Les maisons de commerce du Canada - 500 au total - ont un chiffre d'affaires qui équivaut approximativement à 4 % de notre PNB.

De toute évidence, les maisons de commerce sont devenues un outil très important pour la vente des produits canadiens sur les marchés étrangers. La maison de commerce s'acquitte de diverses tâches utiles: elle est à la fois un exportateur, un importateur et un négociant avec des pays tiers; elle est aussi commerçant, agent, acheteur et gérant des exportations. De taille relativement modeste et ayant d'ailleurs jusqu'à tout récemment opéré essentiellement dans l'ombre, le secteur des maisons de commerce a fait un travail très louable. Je suis également impressionné par les possibilités qu'offrent les maisons de commerce d'initier les petites et moyennes entreprises aux marchés d'exportation.

La communauté des maisons de commerce au Canada a atteint aujourd'hui un tournant dans son histoire. Cette conférence représente en effet l'aboutissement d'efforts et d'activités considérables, notamment au cours de l'année écoulée de la part du Groupe de travail sur les maisons de commerce extérieur. J'ai eu le plaisir de rencontrer les membres du Groupe en février dernier et de les remercier. J'aimerais cependant profiter de l'occasion pour féliciter publiquement Tom Burns, le président, et les 13 autres membres du Groupe de travail pour l'excellence de leur rapport.

Il ressort des conclusions du Groupe qu'on pourrait peut-être accroître davantage les exportations canadiennes en aidant les petites et moyennes maisons de commerce qu'en cherchant, par exemple, à imiter le Japon - c'est-à-dire à faire passer toutes les opérations de commerce par un petit nombre de grandes entités commerciales verticalement intégrées. Je ne veux pas pour autant vous donner l'impression que j'aimerais que les maisons de commerce canadiennes restent comme elles sont. Cette conférence a justement pour but d'améliorer le milieu dans lequel elles opèrent afin de favoriser leur croissance et leur développement. J'appuie entièrement cet objectif.

C'est d'ailleurs dans cette optique que le Groupe de Tom Burns a formulé ses recommandations. Les propositions mises de l'avant concernent non seulement les maisons de commerce mais aussi les ministères, les sociétés d'État et les organismes du gouvernement fédéral qui s'occupent de promotion du commerce, de politique commerciale, de financement des exportations, d'aide au développement et des banques à charte du Canada. Les recommandations traitent de questions clés, de l'image qu'a le secteur, de son traitement par les institutions financières et les ministères et organismes du gouvernement.

Le rapport n'offre aucune solution miracle aux problèmes qu'éprouvent les maisons de commerce. Pour que ce secteur joue un plus grand rôle en ce qui concerne l'accroissement des exportations du Canada, les secteurs public et privé devront s'attaquer aux divers problèmes avec une bonne dose de patience, de coordination et de coopération. C'est d'ailleurs cet esprit qui nous réunit ici aujourd'hui.

Il y a des sceptiques, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, des gens qui s'interrogent sur les capacités des maisons de commerce au chapitre du marketing international. Je ne sais trop pourquoi cette perception subsiste, mais je sais que les doutes ne pourront être dissipés que si les maisons de commerce, de concert avec les autres agents de l'économie canadienne, trouvent des façons d'améliorer l'image et la crédibilité du secteur.

Le rapport du Groupe de travail a certainement bien engagé ce processus, mais je crois que vous conviendrez que la seule solution au problème à long terme est une action positive de la part des maisons de commerce elles-mêmes.

À cet égard, je suis encouragé par les premières initiatives dont nous a fait part ce matin M^{me} Tourangeau relativement à la formation d'un nouveau Conseil des maisons de commerce canadiennes. Le Conseil pourrait assurer l'accréditation des maisons de commerce. Il pourrait se faire leur porte-parole au niveau fédéral. Enfin, il pourrait faire connaître aux fabricants et aux producteurs les services qu'offre le secteur. J'espère qu'un Conseil vigoureux, doté d'un personnel à plein temps qui se consacre à ces activités fort importantes, pourra faire beaucoup pour résoudre les problèmes auxquels sont confrontées les maisons de commerce. Je suis convaincu que ce genre d'effort amènera les fournisseurs, les institutions financières et, oui, même le gouvernement, à mieux comprendre quelles sont les capacités des maisons de commerce.

Le Groupe de travail a notamment conclu que le secteur des maisons de commerce doit être traité de façon plus équitable par le gouvernement. À cette fin, 27 recommandations ont été formulées à l'intention de divers ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral.

J'ai le plaisir de vous annoncer que mon ministère a déjà mis en oeuvre certaines de ces recommandations. Nous avons établi une Direction des maisons de commerce et de la compensation qui sera le point de contact des maisons de commerce à Ottawa et qui renseignera et sensibilisera les secteurs public et privé sur le rôle et la fonction des maisons de commerce. Le Ministère a demandé à son personnel au Canada et à l'étranger de faire le maximum pour aider les maisons de commerce à accroître leurs débouchés actuels et à pénétrer de nouveaux marchés.

Permettez-moi pour un instant de vous parler d'un sujet qui peut-être n'est pas directement rattaché aux maisons de commerce. Je crois que la plupart d'entre vous savent que je procède à des consultations avec le secteur privé sur les façons de maintenir et de renforcer l'accès du Canada aux marchés de son plus important partenaire commercial, les États-Unis. Ces consultations sont presque terminées et je m'attends à présenter des recommandations préliminaires au Cabinet le mois prochain. Je sais que la plupart des maisons de commerce font l'essentiel de leurs affaires à l'extérieur de l'Amérique du Nord et je ne serais pas surpris que certains d'entre vous s'interrogent sur l'effet qu'une entente avec les États-Unis pourrait avoir sur nos relations commerciales ailleurs - et sur vos activités en particulier.

Laissez-moi vous rassurer. Rien dans nos rapports avec les États-Unis n'empiètera sur nos échanges avec le reste du monde. Nous entendons améliorer nos rapports commerciaux avec tous nos partenaires - en Europe, sur la bordure du Pacifique, dans le Tiers monde, au Moyen-Orient, enfin, partout - et nous nous employons activement à réaliser cet objectif.

Vic Lotto aura sous peu l'occasion d'amplifier certaines de mes observations relativement aux maisons de commerce et de vous parler de nos initiatives actuelles en ce qui a trait à l'expansion des marchés d'exportation. Vic vous parlera également d'un projet spécial qui consiste à enquêter sur les problèmes d'approvisionnement et d'information liés au marketing international.

Je n'ai pas l'intention d'empiéter sur le programme de cet après-midi, mais je puis vous dire que tous les participants ont fait un effort concerté pour couvrir le plus efficacement possible les recommandations du Groupe de travail dans des délais très courts. Les recommandations relatives aux facilités de financement accordées par le gouvernement, aux achats liés à notre aide extérieure ainsi qu'aux activités de nos bureaux régionaux au Canada - ont toutes été étudiées et ont fait l'objet d'un suivi. Je suis sûr que vous serez aussi impressionnés que je l'ai été quand vous entendrez les présentations de cet après-midi.

Je suis très encouragé par les réactions généralement positives aux recommandations du Groupe de travail. J'aimerais profiter de l'occasion pour remercier tous ceux qui ont contribué à faire un succès de cette conférence. Je sais que toutes les recommandations ne pourront être traitées à votre entière satisfaction aujourd'hui. Toutefois, j'envisage cette conférence, et j'espère que vous êtes du même avis, comme l'amorce de relations étroites sur le long terme entre le gouvernement et le secteur des maisons de commerce dans la recherche de solutions aux problèmes d'aujourd'hui et de demain. Si le même esprit de coopération que j'ai pu constater ici aujourd'hui persiste, nous ne pourrons faire autrement que de réussir.

Nous amorçons ensemble une entreprise importante: celle d'améliorer la performance du Canada sur les marchés extérieurs et de donner plus de vigueur à l'économie canadienne.